où les droits de la France, la liberté des peuples, l'équilibre de l'Europe, risquaient fort d'avoir à souffrir.

En effet, dès le début de janvier, sans qu'aucune communication diplomatique nous ait été faite, la presse anglo-saxonne annonça qu'une conférence réunirait incessamment MM. Roosevelt, Staline et Churchill. Ces « Trois » décideraient de ce qu'on ferait en Allemagne quand le Reich se serait « rendu sans condition ». Ils arrêteraient leur conduite à l'égard des peuples de l'Europe centrale et balkanique. Ils prépareraient, enfin, la convocation d'une assemblée en vue d'organiser les Nations unies.

Qu'on s'abstînt de nous inviter me désobligeait, sans nul doute, mais ne m'étonnait aucunement. Quels qu'aient été les progrès accomplis dans la voie qui conduirait la France jusqu'à sa place, je savais trop d'où nous étions partis pour nous croire déjà arrivés. D'ailleurs, l'exclusion dont nous étions l'objet devait, suivant toutes vraisemblances, entraîner une démonstration qui serait à notre avantage. Car les choses avaient assez mûri pour qu'on ne pût nous tenir à l'écart de ce qui allait être fait. Quoi que MM. Roosevelt, Staline et Churchill pussent décider à propos de l'Allemagne et de l'Italie, ils seraient, pour l'appliquer, amenés à demander l'accord du général de Gaulle. Quant à la Vistule, au Danube, aux Balkans, l'Amérique et l'Angleterre les abandonneraient sans doute à la discrétion des Soviets. Mais, alors, le monde constaterait qu'il y avait corrélation entre l'absence de la France et le nouveau déchirement de l'Europe. Enfin, jugeant le moment venu de marquer que la France n'admettait pas la façon dont elle était traitée, je voulais saisir, pour le faire, cette exceptionnelle occasion.

À vrai dire, parmi les « Trois », un seul s'opposait à notre présence. Pour nous le faire comprendre, Britanniques et Russes recoururent aussitôt aux informateurs officieux. Je ne croyais évidemment pas que le maréchal Staline, qui connaissait ma position à l'égard de la Pologne, et M. Churchill, qui comptait bien obtenir de ses partenaires carte blanche en Orient, eussent beaucoup insisté pour que de Gaulle fût à leurs côtés. Mais je ne pouvais douter que le refus explicite vînt du président Roosevelt. Lui-même, d'ailleurs, crut devoir s'en expliquer. Il délégua à Paris dans ce but, à titre d'« envoyé spécial », son premier conseiller et ami intime Harry Hopkins.

Celui-ci arriva quelques jours avant que s'ouvrît la confé-

rence de Yalta. Je le reçus le 27 janvier[53]. Hopkins, accompagné de l'ambassadeur Caffery, avait pour mission de « faire passer la pilule ». Mais, comme il était un esprit élevé et un homme habile, il prit l'affaire par le haut et demanda d'aborder la question fondamentale des relations franco-américaines. C'était ainsi, effectivement, que les choses pouvaient être éclairées. Hopkins s'exprima avec une grande franchise. « Il y a, dit-il, un malaise entre Paris et Washington. Or, la guerre approche de son terme. L'avenir du monde dépendra dans une certaine mesure de l'action concertée des États-Unis et de la France. Comment faire sortir leurs rapports de l'impasse où ils sont engagés ? »

Je demandai à Hopkins quelle était, du fait de l'Amérique, la cause de l'état fâcheux des relations entre les deux pays. « Cette cause, me répondit-il, c'est avant tout la déception stupéfaite que nous a infligée la France quand nous la vîmes, en 1940, s'effondrer dans le désastre, puis dans la capitulation. L'idée que, de tous temps, nous nous étions faite de sa valeur et de son énergie fut bouleversée en un instant. Ajoutez à cela que ceux des grands chefs politiques ou militaires français à qui nous fîmes tour à tour confiance, parce qu'ils nous semblaient symboliques de cette France en laquelle nous avions cru, ne se sont pas montrés, — c'est le moins qu'on puisse dire, — à la hauteur de nos espoirs. Ne cherchez pas ailleurs la raison profonde de l'attitude que nous avons adoptée à l'égard de votre pays. Jugeant que la France n'était plus ce qu'elle avait été, nous ne pouvions avoir foi en elle pour tenir un des grands rôles.

« Il est vrai que vous-même, général de Gaulle, êtes apparu ; qu'une résistance française s'est formée autour de vous ; que des forces françaises sont retournées au combat ; qu'aujourd'hui la France entière vous acclame et reconnaît votre gouvernement. Comme nous n'avions d'abord aucun motif de croire en ce prodige, comme ensuite vous êtes devenu la preuve vivante de notre erreur, comme vous-même enfin ne nous ménagiez pas, nous ne vous avons pas favorisé jusqu'à présent. Mais nous rendons justice à ce que vous avez accompli et nous nous félicitons de voir la France reparaître. Comment pourrions-nous, cependant, oublier ce que, de son fait, nous avons vécu ? D'autre part, connaissant l'inconstance politique qui la ronge, quelles raisons aurions-nous de penser que le général de Gaulle sera en mesure de la conduire longtemps ? Ne sommes-nous donc pas justifiés

à user de circonspection quant à ce que nous attendons d'elle pour porter avec nous le poids de la paix de demain ? »

En écoutant Harry Hopkins, je croyais entendre, de nouveau, ce que le président Roosevelt m'avait dit de la France, à Washington, six mois plus tôt. Mais, alors, la libération n'avait pas encore eu lieu. Moi-même et mon gouvernement siégions en Algérie. Il restait aux Américains quelques prétextes pour mettre en doute l'état d'esprit de la Métropole française. À présent, tout était éclairci. On savait que notre peuple voulait prendre part à la victoire. On mesurait ce que valait son armée renaissante. On me voyait installé à Paris et entouré par la ferveur nationale. Mais les États-Unis en étaient-ils plus convaincus que la France fût capable de redevenir une grande puissance ? Voulaient-ils l'y aider vraiment ? Voilà les questions qui, du point de vue français, commandaient le présent et l'avenir de nos relations avec eux.

Je le déclarai à l'envoyé spécial du Président. « Vous m'avez précisé pourquoi, de votre fait, nos rapports se trouvent altérés. Je vais vous indiquer ce qui, de notre part, contribue au même résultat. Passons sur les frictions épisodiques et secondaires qui tiennent aux conditions anormales dans lesquelles fonctionne notre alliance. Pour nous, voici l'essentiel : dans les périls mortels que nous, Français, traversons depuis le début du siècle, les États-Unis ne nous donnent pas l'impression qu'ils tiennent leur destin comme lié à celui de la France, qu'ils la veuillent grande et forte, qu'ils fassent ce qu'ils pourraient faire pour l'aider à le rester ou à le redevenir. Peut-être, en effet, n'en valons-nous pas la peine. Dans ce cas, vous avez raison. Mais peut-être nous redresserons-nous. Alors, vous aurez eu tort. De toute façon, votre comportement tend à nous éloigner de vous. »

Je rappelai que le malheur de 1940 était l'aboutissement des épreuves excessives que les Français avaient subies. Or, pendant la Première Guerre mondiale, les États-Unis n'étaient intervenus qu'après trois années de lutte où nous nous étions épuisés à repousser l'agression allemande. Encore entraient-ils en ligne pour le seul motif des entraves apportées à leur commerce par les sous-marins allemands et après avoir été tentés de faire admettre une paix de compromis où la France n'eût même pas recouvré l'Alsace et la Lorraine[54]. Le Reich une fois vaincu, on avait vu les Américains refuser à la France les garanties de sécurité qu'ils lui

avaient formellement promises, exercer sur elle une pression obstinée pour qu'elle renonce aux gages qu'elle détenait et aux réparations qui lui étaient dues, enfin fournir à l'Allemagne toute l'aide nécessaire au redressement de sa puissance. « Le résultat, dis-je, ce fut Hitler. »

J'évoquai l'immobilité qu'avaient observée les États-Unis quand le IIIe Reich entreprit de dominer l'Europe ; la neutralité où ils s'étaient cantonnés tandis que la France subissait le désastre de 1940 ; la fin de non-recevoir opposée par Franklin Roosevelt à l'appel de Paul Reynaud alors qu'il eût suffi d'une simple promesse de secours, fût-elle secrète et à échéance, pour décider nos pouvoirs publics à continuer la guerre ; le soutien longtemps accordé par Washington aux chefs français qui avaient souscrit à la capitulation et les rebuffades prodiguées à ceux qui poursuivaient le combat. « Il est vrai, ajoutai-je, que vous vous êtes trouvés contraints d'entrer dans la lutte, lorsque à Pearl Harbor les Japonais, alliés des Allemands, eurent envoyé vos navires par le fond. L'effort colossal que vous fournissez, depuis lors, est en train d'assurer la victoire. Soyez assurés que la France le reconnaît hautement. Elle n'oubliera jamais que, sans vous, sa libération n'eût pas été possible. Cependant, tandis qu'elle se relève, il ne peut lui échapper que l'Amérique ne compte sur elle qu'accessoirement. À preuve, le fait que Washington ne fournit d'armement à l'armée française que dans une mesure restreinte[55]. À preuve, aussi, ce que vous-même venez de me dire.

— Vous avez, observa M. Harry Hopkins, expliqué le passé d'une manière incisive mais exacte. Maintenant, l'Amérique et la France se trouvent devant l'avenir. Encore une fois, comment faire pour que, désormais, elles agissent d'accord et en pleine confiance réciproque ?

— Si telle est, répondis-je, l'intention des États-Unis, je ne puis comprendre qu'ils entreprennent de régler le sort de l'Europe en l'absence de la France. Je le comprends d'autant moins, qu'après avoir affecté de l'ignorer dans les discussions imminentes des " Trois ", il leur faudra se tourner vers Paris pour demander son agrément à ce qu'on aura décidé. »

MM. Hopkins et Caffery en convinrent. Ils déclarèrent que leur gouvernement attachait, dès à présent, la plus haute importance à la participation de la France à la Commission européenne de Londres, sur le même pied que l'Amérique, la Russie et la Grande-Bretagne. Ils ajoutèrent même, qu'en

ercer sur elle une pression
x gages qu'elle détenait et
es, enfin fournir à l'Alle-
redressement de sa puis-
Hitler. »
t observée les États-Unis
ominer l'Europe ; la neu-
ndis que la France subis-
on-recevoir opposée par
l Reynaud alors qu'il eût
cours, fût-elle secrète et
voirs publics à continuer
ccordé par Washington
rit à la capitulation et les
poursuivaient le combat.
s êtes trouvés contraints
arl Harbor les Japonais,
vos navires par le fond.
, depuis lors, est en train
ne la France le reconnaît
que, sans vous, sa libé-
ndant, tandis qu'elle se
l'Amérique ne compte
e, le fait que Washing-
ée française que dans
ssi, ce que vous-même

Hopkins, expliqué le
fte. Maintenant, l'Amé-
t l'avenir. Encore une
ormais, elles agissent
oque ?
ion des États-Unis, je
ent de régler le sort de
e comprends d'autant
orer dans les discus-
faudra se tourner vers
e qu'on aura décidé. »
nrent. Ils déclarèrent
présent, la plus haute
nce à la Commission
pied que l'Amérique,
utèrent même, qu'en

ce qui concernait le Rhin, les États-Unis étaient plus disposés que nos deux autres grands alliés à régler la question comme nous le souhaitions. Sur ce dernier point, j'observai que la question du Rhin ne serait pas réglée par l'Amérique, non plus que par la Russie ou par la Grande-Bretagne. La solution, s'il y en avait une, ne pourrait être trouvée un jour que par la France ou par l'Allemagne. Toutes deux l'avaient longtemps cherchée l'une contre l'autre. Demain, elles la découvriraient, peut-être, en s'associant[56].

Pour conclure l'entretien, je dis aux deux ambassadeurs : « Vous êtes venus, de la part du président des États-Unis, afin d'éclaircir avec moi le fond des choses au sujet de nos relations. Je crois que nous l'avons fait. Les Français ont l'impression que vous ne considérez plus la grandeur de la France comme nécessaire au monde et à vous-mêmes. De là le souffle froid que vous sentez à notre abord et jusque dans ce bureau. Si vous avez le désir que les rapports de l'Amérique et de la France s'établissent sur des bases différentes, c'est à vous de faire ce qu'il faut. En attendant que vous choisissiez, j'adresse au président Roosevelt le salut de mon amitié à la veille de la conférence où il se rend en Europe. »

Tandis que les « Trois » se trouvaient ensemble à Yalta, je crus devoir rappeler publiquement la France à leur attention, si tant est qu'ils l'eussent oubliée. Le 5 février[57], parlant à la radio, je formulai cet avertissement : « Quant au règlement de la paix future, nous avons fait connaître à nos alliés que la France ne serait, bien entendu, engagée par absolument rien qu'elle n'aurait été à même de discuter et d'approuver au même titre que les autres[58]… Je précise que la présence de la force française d'un bout à l'autre du Rhin, la séparation des territoires de la rive gauche du fleuve et du bassin de la Ruhr de ce que sera l'État allemand, l'indépendance des nations polonaise, tchécoslovaque, autrichienne et balkaniques, sont des conditions que la France juge essentielles… Nous ne sommes pas inquiets, d'ailleurs, quant à la possibilité que nous aurons de réaliser certaines d'entre elles, puisque nous sommes cent millions d'hommes, bien rassemblés sous le drapeau français, à proximité immédiate de ce qui nous intéresse le plus directement. »

Le 12 février, les « Trois », en se séparant, publièrent un communiqué qui proclamait les principes sur lesquels ils s'étaient mis d'accord. Il y était déclaré que la guerre serait